

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

13 février 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant les articles 133 et 289^{ter} du
Code des impôts sur les revenus 1992
afin de permettre une majoration
de la quotité exemptée d'impôts
pour les enfants qui poursuivent des études
dans l'enseignement supérieur
ainsi qu'une majoration du crédit d'impôt**

(déposée par M. Josy Arens et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

13 februari 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de artikelen 133 en 289^{ter}
van het Wetboek van de
inkomstenbelastingen 1992, teneinde te
voorzien in een verhoging van
de belastingvrije som voor de kinderen
die hoger onderwijs volgen en
in een verhoging van het belastingkrediet**

(ingediend door de heer Josy Arens c.s.)

RÉSUMÉ

L'auteur de la présente proposition de loi entend remédier à l'entrave au droit de chacun à l'éducation que représente l'importance des frais de logement supportés par les contribuables ayant des enfants poursuivant des études supérieures loin de leur domicile en majorant le montant de la quotité de revenus exemptée d'impôt.

SAMENVATTING

De belastingplichtigen met kinderen die ver van de ouderlijke woning hoger onderwijs volgen, moeten voor hen hoge verblijfkosten betalen, waardoor het recht van eenieder op onderwijs in het gedrang komt. De indiener van dit wetsvoorstel wil dat recht vrijwaren en stellen daarom voor het bedrag van de belastingvrije som te verhogen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige/kleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 54 0215/001.

Elle règle une matière de compétence fédérale, ainsi que l'a rappelé le Conseil d'État dans un avis n° 47.693/VR/1 en date du 9 mars 2010, DOC 52 0062/004.

Le droit à l'éducation est un droit fondamental. C'est l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 qui consacre pour la première fois la reconnaissance de ce droit. Les conditions d'exercice de ce droit sont définies dans les termes suivants:

“1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.”

Dans la situation économique actuelle, l'accès aux études supérieures pour le plus grand nombre est primordial. D'une part, le marché de l'emploi souffre de la carence de travailleurs qualifiés et il importe de le pourvoir en main-d'œuvre qualifiée. D'autre part, l'accès à l'emploi est, par voie de conséquence, grandement facilité pour les travailleurs qui peuvent se prévaloir d'une formation spécifique. Enfin, les exigences des employeurs sont de plus en plus grandes quant au niveau d'instruction et aux compétences requises pour l'obtention d'un emploi.

Dans ce contexte, de plus en plus de jeunes souhaitent s'orienter vers les études supérieures afin d'assurer leur indépendance financière et leur subsistance futures.

La poursuite d'études supérieures nécessite cependant des dépenses importantes, dépenses qui peuvent varier du simple au triple selon que les étudiants résident ou non dans la ville dans laquelle ils poursuivent leurs études.

Certes, les frais inhérents au minerval et ceux directement liés aux études (syllabus, ouvrages de référence, matériel scolaire, etc.) sont relativement identiques pour tous les étudiants.

Mais il en va tout autrement en ce qui concerne les frais de déplacement et encore davantage en ce qui concerne les frais de logement.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 54 0215/001.

Het regelt een federale aangelegenheid (zie advies van de Raad van State, nr. 47.693/VR/1 van 9 maart 2010, DOC 52 0062/004).

Het recht op onderwijs is een fundamenteel recht, dat voor het eerst werd erkend in artikel 26 van de door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 10 december 1948 goedgekeurde Universele Verklaring van de rechten van de mens. Daarin wordt als volgt bepaald op welke wijze dat recht moet worden uitgeoefend:

“1. Eenieder heeft recht op opvoeding. De opvoeding moet kosteloos zijn, ten minste wat het lager en het fundamenteel onderwijs betreft. Het lager onderwijs is verplicht. Het technisch en beroepsonderwijs moet veralgemeend worden; de toegang tot de hogere studiën moet in volledige gelijkheid mogelijk zijn voor allen in verhouding tot hun verdienste.”

In de huidige economische situatie is het van wezenlijk belang dat zoveel mogelijk mensen toegang hebben tot het hoger onderwijs. Niet alleen heerst op de arbeidsmarkt een tekort aan geschoolde werknemers en is het belangrijk dat voor geschoolde arbeidskrachten wordt gezorgd; ook krijgen werknemers die een specifieke opleiding hebben genoten op grond daarvan veel gemakkelijker toegang tot de arbeidsmarkt. Ten slotte stellen de werkgevers aan kandidaat-werknemers steeds hogere eisen inzake scholing en vereiste bekwaamheden.

In die context willen almaar meer jongeren hoger onderwijs volgen, teneinde hun financiële onafhankelijkheid te waarborgen en in hun toekomstig levensonderhoud te voorzien.

Hoger onderwijs vergt evenwel grote uitgaven; woont de student niet in de stad waar hij college loopt, dan kunnen die uitgaven met factor drie oplopen.

Het collegegeld en de rechtstreeks studiegebonden kosten (cursussen, naslagwerken, schoolmateriaal enzovoort) zijn voor alle studenten vrijwel dezelfde.

Zulks geldt echter hoegenaamd niet voor de reiskosten en nog minder voor de verblijfskosten.

Or, les écoles supérieures et universités sont, la plupart du temps, situées dans les grandes villes et la distance qui sépare ces villes du domicile ou du lieu de résidence de l'étudiant est souvent importante.

En ce qui concerne les frais de logement, les étudiants qui résident dans la ville dans laquelle est situé l'établissement où ils sont inscrits ou qui résident dans un rayon de quelques kilomètres seulement, peuvent éviter la location d'un logement spécifique.

Par contre, pour les étudiants résidant à plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de kilomètres du lieu où ils poursuivent leurs études, il devient indispensable de louer un logement dans la ville dans laquelle est situé l'établissement d'enseignement. Pour les jeunes habitant ces régions éloignées des établissements d'enseignement, il est quasi impossible d'envisager le déplacement journalier, et ce pour plusieurs raisons: les transports en commun sont presque inexistantes en région rurale, un nombre insuffisant de places dans les trains, ainsi que dans les bus, une durée de déplacement trop importante pour couvrir la distance chaque jour, perte de temps, fatigue, risques inhérents à ces déplacements, etc.

Aux frais de minerval et de fournitures que l'on peut estimer entre 1 250 euros et 2 500 euros par an, il faut donc ajouter des frais de logement. Ces frais varient selon la ville et selon le type de logement: ils peuvent aller de 1 735 euros par an (dans le cas d'un logement procuré par l'établissement scolaire) à 3 000 euros pour un logement étudiant privé "raisonnable". Sur la durée totale des études, cela représente donc plusieurs milliers d'euros supplémentaires.

L'importance des frais liés au logement peut alors constituer un frein à l'inscription d'un étudiant dans l'enseignement supérieur ou un élément susceptible de l'orienter vers d'autres études, moins longues et/ou pouvant être suivies à proximité du domicile mais n'offrant pas la formation souhaitée ou le même degré de qualification.

Pour éviter que l'importance des frais de logement occasionnés par une délocalisation pour raison d'études ne constitue une entrave au droit de chacun à l'éducation et n'empêche chaque étudiant de choisir librement sa voie, l'auteur propose de majorer le montant de la quotité de revenus exemptée d'impôts de 3 000 euros pour chaque enfant qui poursuit des études dans l'enseignement supérieur, pour autant que l'établissement d'enseignement soit situé à une distance minimale de 50 km du domicile, et qu'il soit attesté par cet établissement de la fréquentation des cours au cours de la

Hogescholen en universiteiten zijn evenwel meestal gevestigd in de grote steden en de afstand tussen die steden en de woon- of verblijfplaats van de student is vaak aanzienlijk.

Studenten die in dezelfde stad wonen als die waar de instelling is gelegen waar ze zich hebben ingeschreven, of op luttele kilometers van die instelling wonen, hoeven geen huur voor eigen huisvesting te betalen.

Studenten die daarentegen op tientallen of zelfs honderden kilometer afstand wonen van de plaats waar zij hoger onderwijs volgen, kunnen niet anders dan logies te zoeken in de stad waarin die instelling gevestigd is. Voor jongeren uit streken die ver van de onderwijsinstellingen verwijderd liggen, is om het om diverse redenen nagenoeg onmogelijk elke dag het bedoelde traject af te leggen: in landelijke gebieden is bijna geen openbaar vervoer voorhanden, in treinen en bussen zijn onvoldoende plaatsen beschikbaar, het traject duurt te lang om dagelijks een grote afstand te kunnen overbruggen, het betekent tijdverlies voor de betrokkene, de reis is vermoeiend, aan de bedoelde trajecten zijn risico's verbonden enzovoort.

Bij het collegegeld en allerhande benodigdheden — naar schatting tussen 1 250 euro en 2 500 euro per jaar — moeten bijgevolg de verblijfskosten worden gevoegd. Die variëren van stad tot stad en hangen ook van het verblijf af: de prijzen schommelen van 1 735 euro per jaar (voor een verblijf dat via de onderwijsinstelling loopt) tot 3 000 euro (voor een "redelijke" privéstudentenkamer). Over de hele studietijd betekent zulks dus meerdere duizenden euro extra.

De hoge verblijfsgerelateerde kosten kunnen een inschrijving in een hogeschool afremmen, of ertoe leiden dat de student uitwijkt naar andere richtingen met een kortere studieduur en/of die dichtbij huis kunnen worden gevolgd, maar dus niet de gewenste opleiding zijn of niet dezelfde scholingsgraad bieden.

Om te voorkomen dat de aanzienlijke verblijfskosten voortvloeiend uit het feit dat iemand elders heen moet om te kunnen studeren, een hinderpaal zijn voor "het recht van eenieder op opvoeding" en de student beletten vrij zijn richting te kiezen, stelt de indiener derhalve voor de belastingvrije som met 3 000 euro te verhogen voor elk kind, mits het hoger onderwijs volgt in een onderwijsinstelling die verder dan 50 km van de ouderlijke woning gelegen is en die onderwijsinstelling in een attest verklaart dat de student er tijdens het betrokken belastbaar tijdperk college volgt; op dat attest moet ook

période imposable. Cette attestation devra mentionner que l'étudiant est régulièrement inscrit auprès de l'établissement d'enseignement.

Afin que cette mesure bénéficie aux revenus les plus faibles, l'auteur propose de majorer le montant du crédit d'impôt visé à l'article 289^{ter} du Code des impôts sur les revenus 1992 de 450 euros par enfant qui poursuit des études dans l'enseignement supérieur dans les conditions susvisées à condition que ce dernier ne bénéficie pas d'une bourse d'études incluant les frais de logement pour le calcul du montant de la bourse. Cette condition sera remplie dans les cas d'un régime de bourses d'études n'excluant pas explicitement l'utilisation de l'argent de la bourse pour payer les frais de logement.

Les mesures sont applicables à dater de l'exercice d'imposition 2020.

Josy ARENS (cdH)
Vanessa MATZ (cdH)
Maxime PRÉVOT (cdH)
Georges DALLEMAGNE (cdH)
Catherine FONCK (cdH)

vermeld staan dat de student regelmatig is ingeschreven in de onderwijsinstelling.

Opdat die maatregel ten goede zou komen aan de laagste inkomens, stelt de indiener voor het belastingkrediet dat is bedoeld in artikel 289^{ter} van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 te verhogen met 450 euro per kind dat onder de voormelde voorwaarden hoger onderwijs volgt, op voorwaarde dat het geen studiebeurs krijgt waarvan het bedrag de verblijfskosten incalculeert. Die voorwaarde zal worden vervuld, zo er sprake is van een studiebeursregeling die niet expliciet uitsluit dat het beursgeld wordt gebruikt om de verblijfskosten te betalen.

De maatregelen hebben uitwerking vanaf het aanslagjaar 2020.

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 133 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 2018, l'alinéa 1^{er} est complété par un 3^o, rédigé comme suit:

“3^o 3 000 EUR par enfant que le contribuable a à sa charge et qui poursuit des études dans l'enseignement supérieur, pour autant que l'établissement d'enseignement, situé sur le territoire belge dispense son enseignement dans la langue choisie par la personne à charge, soit situé à une distance minimale de 50 kilomètres du domicile et qu'il soit attesté par cet établissement de la fréquentation des cours durant la période imposable.

Art. 3

Dans l'article 289^{ter} du même Code, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2017, dans le paragraphe 2, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4:

“Par enfant à charge qui poursuit des études dans l'enseignement supérieur dans les conditions visées à l'article 133, alinéa 1^{er}, 3^o, le montant de 440 EUR est majoré de 450 EUR à condition que cet enfant ne bénéficie pas d'une bourse d'études incluant spécifiquement les frais de logement pour le calcul du montant de la bourse.”.

Art. 4

La présente loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2020.

30 janvier 2020

Josy ARENS (cdH)
Vanessa MATZ (cdH)
Maxime PRÉVOT (cdH)
Georges DALLEMAGNE (cdH)
Catherine FONCK (cdH)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, het laatst gewijzigd bij de wet van 26 maart 2018, wordt het eerste lid aangevuld met een punt 3^o, luidende:

“3^o 3 000 EUR per kind ten laste van de belastingplichtige dat hoger onderwijs volgt, mits de op het Belgisch grondgebied gevestigde onderwijsinstelling onderwijs verstrekt in de taal die de persoon ten laste heeft gekozen, die onderwijsinstelling minstens 50 km van de ouderlijke woning gelegen is en die instelling in een attest verklaart dat de student er tijdens het betrokken belastbaar tijdperk college volgt.”.

Art. 3

In artikel 289^{ter}, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 et het laatst gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd:

“Per kind ten laste dat hoger onderwijs volgt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 133, eerste lid, 3^o, wordt het bedrag van 440 EUR verhoogd met 450 EUR, op voorwaarde dat het kind geen studiebeurs krijgt waarvan het bedrag de verblijfskosten specifiek incalculeert.”.

Art. 4

Deze wet heeft uitwerking vanaf het aanslagjaar 2020.

30 januari 2020